

# **Nouvelles Dynamiques Africaines. Revue d'expertise sociale**

## **Appel à contribution pour le n°5**

### **Regards croisés sur la corruption dans les pays du Sud**

#### **Coordination scientifique :**

***Benoît Tine***

Criminologue et sociologue ; Maître de conférences CAMES  
Département de Sociologie de l'Université Assane Seck de Ziguinchor

Rédacteur en chef de la revue NDA

Courriel : [b.tine@univ-zig.sn](mailto:b.tine@univ-zig.sn)

***Hermann-Habib Kibangou***

Sociologue, Université Laval

Codirecteur de publication de la revue NDA

Courriel : [hermann-habib.kibangou.1@ulaval.ca](mailto:hermann-habib.kibangou.1@ulaval.ca)

Les pays africains seraient à la traîne dans la lutte contre la corruption, selon les rapports annuels établis par Transparency International depuis sa création en 1993. Quand bien même certains analystes du continent expriment des réticences à l'égard de la conception de l'indice de perception de la corruption, la lutte contre les pratiques corruptives représente un enjeu majeur en Afrique, où elle est considérée comme un pilier de la démocratie, un facteur de bonne gouvernance, un signe de l'État de droit. En l'ayant fait son cheval de bataille, l'Union Africaine adopte en 2003 à Maputo une Convention pour mettre un terme à la corruption sur le continent, et avait même désigné 2018 comme l'année pour atteindre son objectif. Ce numéro de *Nouvelles Dynamiques Africaines* vise à faire un état des lieux de la corruption en Afrique, tout en faisant le point sur les mesures et les dispositions (dissuasives, punitives, coercitives, etc.) mises en place par les institutions internationales, les gouvernements, les tribunaux, les entreprises, la société civile, les communautés urbaines ou villageoises pour tordre le cou aux pratiques corruptives.

#### **Argumentaire**

*Nouvelles Dynamiques Africaines (NDA)* est une revue pluridisciplinaire qui privilégie la publication d'articles de terrain, c'est-à-dire les pratiques expertes. À travers des analyses et des retours d'expérience, des praticiens de différentes disciplines sont invités à proposer des solutions pratiques, un savoir et un savoir-faire utiles, susceptibles de peser dans les débats autour des grands enjeux de politiques publiques nationales et internationales. Éditée au Canada, par la maison d'édition québécoise Le Palétuvier, *Nouvelles Dynamiques Africaines* est disponible en papier et en ligne.

Pour la parution du sixième numéro de la revue, prévue en juin 2022, l'équipe éditoriale de NDA sollicite la collaboration de praticiens et de professionnels d'organisations non gouvernementales, des fonctionnaires d'administration publique nationale et internationale, des employés d'entreprises, etc. qui se sentiraient concernés par la

thématique de la lutte contre la corruption en Afrique. Attireront également notre attention, les propositions provenant de juristes, de criminologues, d'analystes politiques, de militaires, de policiers, de douaniers, de géographes, d'anthropologues, de sociologues, d'économistes, de travailleurs sociaux, de philosophes, etc.

Pour Jean-Jacques Rousseau, dans le Contrat Social (1762), les individus, en décidant de s'associer, aliènent leurs droits au profit de la collectivité. Ils renoncent ainsi à leur liberté naturelle et individuelle au profit d'une liberté civile et sociale par le biais d'un pacte ou d'un contrat social. C'est ainsi que les individus délèguent la gestion de leur communauté à une administration. Émile Durkheim parlera de primat du tout sur les parties avec un lien social fort : une des caractéristiques des sociétés à « solidarité mécanique ». Cela suppose une totale confiance en cette administration. Mais il arrive que ce contrat social soit rompu. Selon Montesquieu, dans l'Esprit des lois (1748), parmi les maux qui brisent ce pacte nous pouvons citer la corruption. L'intérêt particulier prime alors sur l'intérêt général parce que cette corruption met en cause l'intégrité, l'égalité des citoyens, la bonne gestion des ressources publiques et peut être mise en perspective avec la construction de l'État qui permet aux hommes de s'organiser.

Les pays du Sud en général font face à plusieurs problématiques qui freinent leur développement. Si l'enjeu principal de la bonne gouvernance est de permettre une gestion transparente et vertueuse du service et des affaires publiques, sa mise en œuvre dans les pays du Sud peut relever d'un véritable défi. En Afrique, en particulier, le mal de la corruption est profond.

En effet, dans les administrations publiques notamment, l'appartenance partisane, religieuse, politique, ethnique, géographique, clanique... a tendance à remplacer la compétence. Elle sert à recruter et à « caser » les PAC (Parents, Amis, Connaissances), à entretenir un clientélisme politique, maraboutique, à développer le favoritisme, etc.

Le népotisme et la corruption remplacent la neutralité dans l'exercice du pouvoir. Ce que l'on pourrait qualifier de petite corruption quotidienne banalisée ou institutionnalisée prend de l'ampleur ; sans oublier les détournements des fonds envoyés par les diasporas à leur communauté respective (villageoise, etc.), la corruption des notables villageois ou urbains, les pots-de-vin dans le sport, la corruption dans les coopératives de pêcheurs, de chasseurs, d'agriculteurs, etc., la corruption dans les associations féminines ou de jeunes ou universitaires, les détournements de biens publics, le népotisme, la captation des biens de l'État, la corruption des cols blancs, l'utilisation des biens publics à des fins privées, l'extorsion, l'abus de biens sociaux, la corruption dans les recrutements de l'administration publique nationale et internationale, le trafic d'influence de la part des chefs religieux comme les mourais, la corruption des multinationales et du système des Nations Unies, etc. Il est également synonyme de raquette, d'impunité, de recel, de comportements illicites, de « nouyo mouride » au Sénégal, ou « mounié » au Gabon etc.

La pandémie du Covid-19 a exacerbé les risques de corruption classiques, avec des plans gouvernementaux exécutés dans l'urgence, augmentant ainsi le risque de corruption au détriment des mesures de contrôle. La corruption s'adapte ainsi aux contextes sociaux, aux variations de l'économie, etc.

Pourtant, ce n'est pas que les décideurs nationaux et internationaux n'aient pas pris conscience de l'ampleur de la situation. Beaucoup d'initiatives ont été prises dans le sens d'un fonctionnement idoine des structures en vue de la bonne gouvernance. La plupart des limites ont été décelées, des tentatives de correction apportées à travers des réformes, mais la capacité des réponses aux attentes souffre toujours à la mesure des insatisfactions notées de part et d'autre.

Bibliographie :

DURKHEIM, E., 1893, (2007), *De la division du travail social*. Paris : Presses Universitaires de France

MONTESQUIEU, C., L., S, 1748 (2015). *De l'esprit des lois*, Paris; Ellipses.

ROUSSEAU, J.-J., 1762. *Le Contrat social*, Amsterdam, Marc-Michel Ley.

### **Rubriques annexes**

En plus du dossier thématique, nous sollicitons des textes pour les rubriques ci-après :

- Interview : un entretien de dix pages maximums d'une personnalité en lien avec la thématique traitée dans le dossier.
- Zoom sur l'Afrique : un article journalistique ou un récit romanesque d'une douzaine de pages, qui aborde un événement en lien avec la thématique du dossier.
- Points de vue : une bande dessinée sur des sujets d'actualité proches de la thématique du dossier. Les planches soumises à la revue ne doivent pas dépasser cinq pages (feuille A4).
- Nouvelles d'Afrique : comptes rendus de publications, films et expositions récents. Chaque compte rendu doit présenter l'œuvre passée en revue, son intérêt scientifique ou sa relation avec les enjeux contemporains.

Conditions de soumission

Toutes les contributions proposées à la revue doivent être envoyées

**au plus tard le 30 avril 2022**

aux adresses courriels ci-après : [edition@le-paletuvier.org](mailto:edition@le-paletuvier.org) , [b.tine@univ-zig.sn](mailto:b.tine@univ-zig.sn) et [hermann-habib.kibangou.1@ulaval.ca](mailto:hermann-habib.kibangou.1@ulaval.ca).

Chaque contribution devra être accompagnée d'une photographie professionnelle de l'auteur.e ou des auteur.e.s. Tout article soumis à la revue ne doit pas avoir fait l'objet de publication auparavant, ni soumis en parallèle à une autre revue. Enfin, notre équipe éditoriale se réserve le droit de mettre en forme ou de procéder à des modifications légères des textes soumis après avoir informé l'auteur.e, avant publication.

Pour ce numéro, nous apprécierons que vous nous soumettiez un article original de **quinze pages maximum** sur les thématiques sus-évoquées, un résumé de douze lignes maximum, en français et en anglais, et des mots-clés en français et en anglais.

Les textes soumis à la revue NDA sont en Times New Roman 12, interligne simple.

Les références bibliographiques, regroupées par ordre alphabétique en fin de manuscrit, suivront le système de référence Harvard (Ki-Zerbo, 1964 ; Ziegler, 1971). Elles seront présentées comme suit, en veillant toujours à mettre le nom de famille ou le patronyme en lettres capitales, suivi de l'initiale du prénom :

- KI-ZERBO, J, Année de publication. Titre de l'ouvrage. Lieu et Maison d'édition.

À joindre également des images illustrant la thématique traitée dans l'article. Nous encourageons vivement les tableaux statistiques, les diagrammes, ainsi que les photographies prises sur le terrain.

Ces illustrations doivent être transmises dans un dossier à part, dans leur format initial et leur taille d'origine (jpg, tiff, png, etc.).

Les fichiers ne doivent pas être compressés et les images doivent avoir une définition minimale de 300 dpi.